



Annales historiques de la Révolution française

357 | juillet-septembre 2009

Radicalités et modérations en Révolution

John-Francis Boshier, *French Finances 1770-1795: From Business to Bureaucracy*

Marie-Laure Legay



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10675>

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2009

Pagination : 206-207

ISBN : 978-2-200-92559-8

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Marie-Laure Legay, « John-Francis Boshier, *French Finances 1770-1795: From Business to Bureaucracy* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 357 | juillet-septembre 2009, mis en ligne le 09 décembre 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10675>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

John-Francis Boshier, French Finances 1770-1795: From Business to Bureaucracy

Marie-Laure Legay

RÉFÉRENCE

John-Francis Boshier, *French Finances 1770-1795: From Business to Bureaucracy*, Cambridge, Cambridge University press, 2008 (1^{re} éd. 1970), XVI - 370 p., ISBN-13 9780521089081, 24.99 €

- 1 Les presses universitaires de Cambridge ont pris l'heureuse initiative de rééditer l'ouvrage de John-F. Boshier sur l'administration des finances françaises. Professeur à la York University de Toronto, l'auteur comblait à l'époque un vide historiographique saisissant, les mécanismes des finances n'ayant pas encore été démontés clairement malgré les travaux de Marcel Marion. En outre, Boshier, en couvrant les années 1770-1795, réduisait la rupture de 1789 au profit d'une chronologie réformatrice courant de Turgot à la séparation de la Convention (1795), parti qui ne contribua pas peu à la notoriété de l'ouvrage.
- 2 Celui-ci se compose de deux parties, la première consacrée à l'administration centrale des finances (le roi, le conseil, le ministre, les comptables, la chambre des comptes), et la seconde à la « révolution bureaucratique » avec en premier lieu une analyse du mouvement réformateur, des réformes elles-mêmes de 1771 à 1781, puis des années de « réaction » (1781-1787). La réforme du Trésor de mars 1788 à 1791, l'unification des caisses, la nationalisation de la dette constituent les points forts de l'ouvrage. Au fil de sa démonstration, l'auteur soutient que cette administration financière est passée d'une structure capitaliste, encore dominée par les gens d'affaires, à une structure bureaucratique, grâce à l'action éclairée des réformateurs. En appendice, on trouve la

liste des receveurs et trésoriers généraux en exercice de 1771 à 1791, liste que l'on peut compléter à l'aide de l'étude de Pierre-François Pinaud sur les receveurs généraux des finances de 1790 à 1865 (1990). Évidemment, les limites soulignées lors de la première édition demeurent : Boshier a isolé son étude de tout substrat socio-économique ou socio-politique. La négociation du numéraire, quand bien même eut-elle été menée par une Trésorerie réformée, continuait pourtant d'enrichir des réseaux d'argent déjà repérés avant la Révolution, ce que montrera Michel Bruguère (1986). De même, on peut encore reprocher à l'auteur de n'avoir pas dit un mot sur les finances locales, dans une monarchie qui n'avait pas encore achevé sa centralisation.

- 3 Depuis 1970, le champ d'études couvert par J.-F. Boshier a été revisité, ce qui lui confère un côté désuet, le lot sans doute de bien des ouvrages précurseurs. Si l'on en reste à l'objet précis de l'auteur, la modernisation du Trésor, il faut indiquer que la chronologie a été très largement repensée. En amont, la rupture fondamentale, repérable à l'échelle de l'Europe, est la liquidation des dettes de la guerre de Succession d'Espagne (1703-1714), et non les années « Turgot ». Les réformes comptables qui s'ensuivirent (édit de juin 1716, déclaration d'octobre 1723 concernant les registres journaux) révèlent à l'envi que l'œuvre réformatrice était déjà en voie d'exécution, largement inspirée par les milieux d'affaires. Le néo-mercantilisme des ministres Orry et Machault doit également être saisi pour comprendre les renoncements décisifs à la science administrative dans les années suivantes. Après quoi, les réformes, comme celle initiée par Laverdy pour toiletter les états du roi (1767-1772), dont Boshier ne dit mot, n'apparaissent plus que comme des plâtres sur une jambe de bois. Même si les efforts de Necker (1779-1781) ont été continués par la formation d'un véritable trésor public en 1788 et 1791 et l'introduction des premiers comptes centraux en partie double, cette « bureaucratisation » (plus exactement, la suppression des officiers de finances) n'enleva rien de la puissance des hommes d'argent. Pour faire court, Boshier a montré par exemple l'attachement de Necker au principe de la régie, mais l'on sait depuis peu qu'il en a confié l'administration aux hommes de la Ferme générale déjà en place. De même, les efforts de Calonne pour venir à bout de l'insoumission comptable et gestionnaire du ministre de la Marine, le maréchal de Castries, atténuent l'idée d'une « réaction » des années 1781-1787. En aval, l'année 1795 reste sujette à caution ; mieux aurait-il valu adopter soit l'année 1797 et la mise au pas des commissaires de la Trésorerie à la suite de l'affaire de la compagnie de Dijon, soit les années 1800-1801 et la mise en œuvre d'une direction du Trésor. L'étude institutionnelle de John-Francis Boshier doit donc impérativement être rapprochée des travaux récents qui tiennent plus volontiers compte du contexte socio-politique et débouchent sur une analyse plus globale de la gestion des finances publiques.